

Intervention

Présentation

La justice écologique au coeur du travail écosocial : construire des connaissances et développer des pratiques à la hauteur des enjeux socioécologiques

Emmanuelle Larocque, Mélissa Roy and Sue-Ann MacDonald

Number 159, 2024

La justice écologique au coeur du travail écosocial : construire des connaissances et développer des pratiques à la hauteur des enjeux socioécologiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1111607ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1111607ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ)

ISSN

2564-2375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Larocque, E., Roy, M. & MacDonald, S.-A. (2024). Présentation : la justice écologique au coeur du travail écosocial : construire des connaissances et développer des pratiques à la hauteur des enjeux socioécologiques. *Intervention*, (159), 1–12. <https://doi.org/10.7202/1111607ar>

© Emmanuelle Larocque, Mélissa Roy et Sue-Ann MacDonald, 2024



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

PRÉSENTATION

La justice écologique au cœur du travail écosocial : construire des connaissances et développer des pratiques à la hauteur des enjeux socioécologiques

Emmanuelle Larocque, Ph.D., Professeure, Département de travail social, Université du Québec en Outaouais
emmanuelle.larocque@uqo.ca

Mélissa Roy, Ph.D., Professeure, École de travail social, Université du Québec à Montréal
roy.melissa.3@uqam.ca

Sue-Ann MacDonald, Ph.D., Professeure, École de travail social, Université de Montréal
sueann.macdonald@umontreal.ca

Le premier cri d'alarme a été sonné à l'échelle internationale il y a plus de 50 ans pour avertir des conséquences sociales et environnementales des idéologies capitalistes axées sur la croissance (Meadows et al., 1972). Malgré la panoplie de solutions éclairant des manières alternatives d'habiter avec la Terre (Deléage, 2004), les réponses politiques se sont avérées peu audacieuses (De Pryck, 2023). Les changements climatiques (CC) et le déclin de la biodiversité – jugés comme étant liés de façon « sans équivoque » aux activités humaines (GIEC, 2022) – sont désormais tangibles partout sur la planète. Ces enjeux produisent de nouveaux types de problèmes sociaux et de vulnérabilités, invitant ainsi le travail social à changer fondamentalement les épistémologies, valeurs, analyses et pratiques qu'il priorise. Dans ce contexte, comment la discipline du travail social peut-elle contribuer à co-construire des avenir solidaires, soutenables et équitables? Quelles connaissances, compétences et pratiques doivent être développées afin de placer la justice écologique au cœur du travail écosocial et de la transition socioécologique?

1

Établir un dialogue entre le travail social et la transition socioécologique

Face à ces questionnements, la notion de transition socioécologique (TSE), qui désigne un passage d'une « situation contemporaine marquée par des trajectoires insoutenables à un état des sociétés caractérisé par la soutenabilité et l'équité, vis-à-vis des générations présentes et futures » (Renouard et al., 2020, p. 22), s'avère un concept phare pour interroger les pratiques sociétales qui exacerbent la dégradation de la santé planétaire et inspirer des changements axiologiques, théoriques et pratiques en travail social. Animée par une variété de sensibilités, de discours et de postures idéologiques (Kreinin, 2020), la TSE peut être considérée comme un mot-valise au même titre que l'*empowerment* (Rivest et Moreau, 2015), c'est-à-dire pensée et appliquée différemment selon les secteurs professionnels ou groupes sociaux qui se l'approprient. Au-delà des solutions technocentriques priorisées par le monde politique en raison des objectifs économiques « croissanciste[s] » (Arnsperger, 2023, p. 2), une véritable transition fondée sur le bien-être collectif

et la justice pour tous les systèmes socioécologiques (humains et « autres-qu’humains¹ ») repose sur une transformation paradigmatique de nos rapports au monde (Huntjens, 2021; Rosa, 2018).

Dans un contexte de renouvellement des rapports à l’altérité (Roy, 2021) et à l’environnement (Larocque, 2023a), le travail écosocial (Boetto, 2017) représente une niche d’innovation pour élargir les frontières et les lieux d’action de la TSE, par les liens qu’il tisse entre les notions d’interdépendance (Besthorn, 2013), de décolonialité (Dennis et Bell, 2020), d’inclusivité (Schusler et al., 2019) et de solidarité écologique (Coates et Gray, 2019). Autrement dit, cette perspective émergente en travail social, laquelle fait l’objet de ce numéro thématique, met en dialogue les enjeux écologiques et sociaux, notamment en s’écarter d’une vision anthropocentrique et en repensant la place de l’humain au sein du système terrestre. Devant cette visée critique et résolument transformatrice (Boetto, 2019; Coates et Gray, 2019; Smith-Carrier et MacArthur, 2023), le travail écosocial propose une alternative à la bannière néolibérale nord-occidentale, interrogeant, déconstruisant et dépassant les présupposés hégémoniques modernistes et coloniaux qui imprègnent les pratiques contemporaines (Billiot et al., 2019). Nous souhaitons ainsi que ce numéro thématique viendra approfondir la réflexion quant aux pistes d’action et d’intervention vectrices de transformations et de solidarités socioécologiques.

L'évolution des questions environnementales en travail social

Afin de comprendre l’investissement tardif du travail social dans les questions environnementales, un détour historique est de mise. Mentionnons d’abord que le travail social s’implique depuis longtemps et à divers niveaux dans l’action collective et le développement des communautés (Bourque, 2012), selon une perspective de « transformations sociales systémiques » (Vaillancourt, 2017, p. 1). Le contexte d’émergence de la profession, au début du 20^e siècle en Amérique du Nord, témoigne de son avant-gardisme sur le plan environnemental. De fait, Jane Addams, figure historique du travail social collectif et communautaire, considérait déjà les liens entre des facteurs environnementaux (la pollution, la salubrité, la qualité de l’air) et la santé et le bien-être des communautés, surtout racisées (Besthorn, 2015; Chapman et Withers, 2019). Cette activiste féministe et philanthrope américaine a d’ailleurs exercé une influence considérable sur les formulations initiales d’un travail social environnemental et de la sociologie de l’environnement (Deegan, 1988).

Malgré ce point de départ sensible aux questions écologiques, le travail social a pris un tournant bien différent en raison de l’institutionnalisation de la profession, à l’instar des travaux de Mary Richmond sur le *casework* (St-Amand, 2011) et de l’influence à la fois de la pensée coloniale et des normes institutionnelles de l’Église catholique (Chapman et Withers, 2019), lors de la période de l’après-guerre. Ces points de bifurcation dans l’histoire du travail social ont mené à de multiples violences coloniales, dont l’application de pratiques assimilatrices, de régulation sociale (Ellington, 2020), de même que des tentatives d’éradication culturelle des peuples autochtones (Sinclair, 2004). Ces pratiques se trouvent en profonde incohérence avec les valeurs réconciliatrices (Schibli, 2020) et anti-oppressives (Dominelli, 2012) du travail écosocial et de son ontologie écocentrique (Boetto, 2017; Coates et Gray, 2018), laquelle met l’emphase sur les liens d’interdépendance qui relient les communautés humaines et autres-qu’humaines. Ce fossé entre l’écologie et le travail social s’est davantage élargi avec l’arrivée de la nouvelle gestion publique au cours des années 1980, où l’incitation à la quantification et au rendement est venue renforcer les approches individuelles et centrées sur la gestion de risque (Bellot et al., 2013), tout en induisant une myopie quant aux causes systémiques et structurelles des enjeux socioécologiques et de biodiversité (MacDonald et al., 2023).

1 Le terme « autre-qu’humain » est utilisé pour désigner les entités non humaines animées ou inanimées qui habitent et forment les écosystèmes de la biosphère (Hope, 2022).

Aujourd'hui, les usages théoriques en travail social mettent l'accent sur le dynamisme entre les personnes et leur environnement et tendent vers une lecture psychosociale, écosystémique et axée sur le « *person-in-environment* » (Roy, à paraître). Ce type d'analyse est par ailleurs souvent mobilisée pour argumenter la singularité analytique du travail social. Quoique ces analyses ont permis d'intégrer des facteurs environnementaux, la vision promue de l'environnement est néanmoins restreinte. Premièrement, elle se limite à l'environnement socioculturel (les relations sociales et familiales, la situation de logement, la qualité du quartier, l'emploi et les interactions quotidiennes) et économique (conditions de vie, revenu). Deuxièmement, elle occulte les interactions entre la santé humaine et la santé des écosystèmes (Loloum et al., 2022), ainsi que la place de l'identité écologique dans le développement humain (Bischoff, 2023). Finalement, elle demeure anthropocentrique, puisque ses analyses et intentions soutiennent une conception verticale de l'environnement, au service de l'humanité (Gray et al., 2013).

En réponse à cet écueil, au début des années 2000, une nouvelle génération de travailleuse-rs sociales-ux² ont voulu reconfigurer les perspectives existantes afin de renforcer le lien entre la santé humaine et planétaire. Émergeant de la littérature anglo-saxonne, ce tournant environnementaliste a été facilité par le recours aux théories radicales ou critiques comme l'écologie profonde de Arne Naess (1989) (Besthorn, 2000), la biophilie (Lysack, 2010), l'écoféminisme (Norton, 2012) ou les perspectives alternatives, écospirituelles et autochtones (Gray et al., 2013). Une trame commune relevant de l'éthique environnementale (Callicott, 2013) et des approches décoloniales (Clarke et Yellow Bird, 2021) s'est ainsi tissée progressivement au sein des discours écosociaux (Coates et Gray, 2019).

En 2012, lors de sa conférence annuelle, la Fédération internationale des travailleurs sociaux (FITS) a proposé une transformation des visées globales du travail social en intégrant formellement la dimension écologique dans sa mission. Les prochaines années ont vu naître une panoplie de publications phares (p. ex. Boetto, 2017; Gray et al., 2013; Dominelli, 2012; Erickson, 2018; Rambaree et al., 2019), identifiant la justice environnementale/écologique comme un point de repère clé pour penser le travail écosocial et la TSE.

Depuis le début des années 2020, la promotion de la perspective écocentrique prend de l'ampleur au Québec et à l'échelle internationale, comme en témoigne le nombre exponentiel de publications qui revendiquent un changement paradigmatique (p. ex. Grandgeorge, 2022; Rambaree et al., 2023; Stamm et al., 2023; Thysell et Cuadra, 2023, etc.). La mise à niveau du *Code d'éthique, valeurs et lignes directrices* publié par l'Association canadienne des travailleurs sociaux (ACTS, 2024) (expliquée dans l'entrevue qui se trouve dans ce numéro) et la création d'un Caucus vert au sein de l'Association canadienne pour la formation en travail social (ACFTS) (2024) réaffirme l'engagement et le dynamisme de la profession à s'investir dans cette transition paradigmatique. On constate aussi un essor important sur le plan de la littérature en travail social qui met en valeur les savoirs traditionnels ainsi que les perspectives décoloniales et post-coloniales pour examiner les moyens de (re)construire des rapports harmonieux avec la nature (Dennis et Bell, 2020; Lytzen et Kineweskew, 2024) et pour baliser la TSE (Larocque, 2023b; Rambaree et al., 2023). Au regard de l'emprise transdisciplinaire et transversale qui est nécessaire pour aborder les enjeux socioécologiques dans toute leur complexité (Agundez-Rodriguez et Sauvé, 2022), plusieurs publications québécoises récentes contribuent à tisser des liens entre le travail écosocial et d'autres champs disciplinaires, dont l'éducation relative à l'environnement (Gerentes et al., 2023; MacDonald et al., 2023), la sociologie de la transition socioécologique (Courtemanche et al., 2022) et l'intervention par la nature et l'aventure (Moreau et al., 2023; Larocque, 2024). En outre, la

2 Nous priorisons intentionnellement le féminin afin de signaler la forte présence des femmes œuvrant en travail social.

multiplication des recherches participatives et collaboratives issues du champ du travail écosocial au Québec illustre la volonté des travailleuse·rs sociales·ux de mieux comprendre les réalités locales et régionales afin de construire des connaissances à partir de la base, avec les actrices·eurs du terrain (Hamel et St-Amour, 2023; MacDonald et Rioux, 2023; Parent et Martorell, 2019; Tremblay et al., 2022). Ces stratégies de collaboration et de croisement des savoirs contribuent concrètement à renouveler les compétences et les pratiques à l'aune de la complexité des enjeux socioécologiques.

La justice écologique comme posture axiologique du travail écosocial

À la lumière des écrits et de l'amplification de la posture ontologique écocentrique, la notion de justice écologique (Rambaree et al., 2019) est au cœur du travail écosocial et en représente sa posture axiologique. Ce concept met en exergue les impacts disproportionnés des CC et de la dégradation écologique sur les populations les plus vulnérables et ayant subi des processus de marginalisation, y compris les communautés du Sud global³, les personnes racisées, les groupes autochtones, les personnes en situation d'itinérance, les femmes, les jeunes et les communautés autres-qu'humaines (Gagnon-Bouchard, 2019). Tel un cercle vicieux (Islam et Winkel, 2017), les enjeux écologiques multiplient les problèmes sociaux puisque leurs impacts inégaux reflètent des disparités préexistantes, réifient des relations de pouvoir, provoquent des inégalités sociales et produisent de multiples dichotomies (Champoux et Agundez-Rodriguez, 2022).

En effet, les CC affectent davantage les pays du Sud global et les populations minorisées, tant sur le plan de l'insécurité alimentaire (Guivarch et Taconet, 2020) que du manque de moyens pour s'adapter ou mitiger les effets de ces changements. Les événements météorologiques extrêmes, y compris les sécheresses, les cyclones, les feux de forêt et les inondations, lesquels doivent être appréhendés comme des conséquences d'actions anthropiques (GIEC, 2022), ont aussi un impact majeur sur ces populations en raison de la destruction des lieux d'habitation et des écosystèmes nourriciers. Les crises socioéconomiques qui en découlent multiplient les facteurs de vulnérabilités (Guivarch et Taconet, 2020). En plus d'entraîner des déplacements internes, les CC augmentent aussi les flux de « mobilités climatiques » transfrontalières (traduction libre, Munoz, 2021, p. 1281). Ainsi, le Québec devra se préparer à cette migration climatique déjà entamée, où l'on prévoit que des centaines de millions de personnes seront contraintes à l'exode en raison de l'altération graduelle ou subite de leurs milieux de vie (GIEC, 2022). Ces prédictions annoncent aussi un problème d'itinérance et de pauvreté qui ne fera que croître (Kidd et al., 2021). À cet égard, les impacts des enjeux socioécologiques sur le bien-être des personnes en situation d'itinérance sont amplifiés par des variables : 1) individuelles (problèmes de santé physique et mentale, consommation de psychotropes et de médicaments, priorisation de la survie quotidienne sur la protection contre les aléas naturels, etc.) (Gaillard et al., 2019; Parsell, 2011); 2) sociales, (stigmatisation et exclusion entravant l'accès à des lieux publics pour se réchauffer ou accéder à un espace climatisé) (Hale, 2019); et 3) institutionnelles (inaccessibilité aux ressources adaptées, dont les organismes communautaires) (Kidd et al., 2021).

Le concept de racisme environnemental, qui prend racine dans le racisme systémique (Thésée, 2022), permet de saisir l'ampleur des inégalités écologiques et de souligner que certains groupes, dont les peuples autochtones et les autres populations racialisées, sont davantage exposés à des eaux,

3 Cette expression est utilisée pour désigner la fracture entre les pays du Sud global et les pays du Nord global et pour rendre compte de l'état alarmant devant lequel se trouve une partie de l'humanité qui provient des pays les plus pauvres (Sud global) (Dufour, 2007). Afin d'intégrer dans cette réflexion les peuples indigènes ou groupes opprimés géographiquement situés dans le Sud et dans le Nord, De Sousa (2016) parle de « épistémologies du Sud », alors que Champoux et Agundez-Rodriguez (2022) laissent entendre que le terme « épistémologies décoloniales » se veut davantage inclusif des communautés autochtones provenant du Nord.

des terres et des milieux de vie contaminés ou pollués en raison de l'aménagement du territoire et de la proximité des industries polluantes au Québec et ailleurs au Canada (Waldron, 2020). De la dépossession territoriale des peuples autochtones (Hirt et Desbiens, 2017) aux changements environnementaux hors de l'ordinaire observés par les chasseurs et gardien.nes traditionnels des savoirs (Fox et al., 2020), une panoplie d'enjeux interreliés et fondés dans le colonialisme altèrent les pratiques de la vie quotidienne de ces peuples et exacerbent les discriminations relatives à l'accès à un environnement sain (Hirt et Desbiens, 2017).

En ce qui concerne les femmes, la littérature montre que la « charge verte et environnementale » (Courcy et al., 2024, p. 13) pèse surtout sur celles-ci et reflète un processus de « féminisation de la responsabilité environnementale » (traduction libre, Dzialo, 2017, p. 427). Pour commencer, les perturbations environnementales complexifient le travail des femmes qui vivent de la terre où elles doivent, par exemple, parcourir de plus longues distances pour trouver des plantes médicinales ou de l'eau potable (Dzialo, 2017). Ensuite, les femmes assument une majorité de la charge d'écologiser les pratiques quotidiennes au foyer parce qu'elles demeurent les principales responsables de l'achat de nourriture et de biens familiaux (Guien et al., 2020). Reflétant une division genrée des tâches écologiques, ce travail disqualifié et invisibilisé du *care* environnemental n'est pas sans conséquences sur la santé féminine (Courcy et al., 2024). Le visage majoritairement féminin du militantisme écologiste témoigne de cette charge inégale vécue par les femmes.

La promotion de la justice écologique requiert aussi la prise en compte d'iniquités intergénérationnelles, soit le phénomène par lequel les enfants, les jeunes et les générations futures sont les plus grandes victimes des CC, de la perte de biodiversité et de l'inaction politique en matière de climat (Newell et al., 2021). Les CC sont une source de stress et d'écoanxiété importante pour plus de 75 % des jeunes de 18 à 25 ans à l'échelle internationale (Hickman et al., 2021). De plus, l'état d'urgence climatique se conjugue à d'autres enjeux relatifs au rapport à l'avenir qui pèsent sur leur bien-être, dont les effets du manque de socialisation avec la nature (Louv, 2008) et les modes de vie axés sur une (sur)consommation insatiable (Rosa, 2018). Malgré les mobilisations des groupes de jeunes militant.es écologistes pour faire valoir leur droit de vivre sur une planète en santé, ce groupe social demeure largement exclu des processus décisionnels climatiques (Barracough et al., 2021). Pour le travail social, il apparaît nécessaire de solliciter les connaissances des jeunes selon une perspective inclusive et solidaire (Schusler et al., 2019) afin que les pratiques écosociales répondent à leurs besoins et s'adaptent à leurs réalités. Pour entreprendre un projet de protection et de guérison des générations futures, nous devons repenser notre conception occidentalocentrée de la nature et trouver des moyens de travailler les rapports au vivant en intervention sociale.

Finalement, une posture axée sur la justice écologique implique une valorisation à parts égales du bien-être de tous les habitants de cette Terre commune (Trisos et al., 2021). Ce constat nous apporte à mentionner la mince place qui est accordée à la nature et aux communautés autres-qu'humaines dans la littérature en travail social. L'enracinement écocentrique d'une posture de justice écologique interpelle un processus de « décentration critique » (Quidu, 2011) voulant dépasser une logique coloniale et dichotomique qui conçoit la nature comme une entité séparée et extérieure à l'humain. Elle nous permet aussi de reconsidérer les rôles des travailleuse.rs sociales-ux dans la protection, la préservation et la régénération des écosystèmes, et ce, non seulement dans le but de lutter contre les injustices humaines, mais aussi pour régénérer les liens perdus entre les humains et la nature. Pour ce faire, il est impératif de trouver des moyens pour développer l'identité écologique (Thomashow, 1995) et l'éco-littéracie critique (Slimani et al., 2020), tant sur les bancs d'école collégiaux et universitaires que sur le terrain. Un engagement vers la voie de la justice écologique implique des actions ciblant les mêmes processus et rapports qui perpétuent et exacerbent le racisme, le sexisme, l'âgisme, le classisme, les injustices épistémiques et le colonialisme. Comme l'explique Ferdinand (2019, p. 299) :

En reconnaissant que les colonisations, les racismes et les discriminations de genre sont aussi des manières d'habiter la Terre, des relations paysagères, des forces géologiques au cœur de la crise écologique, la remise en cause de la fracture coloniale devient l'enjeu fondamental de la lutte écologiste.

Une étape incontournable de la décolonisation – processus promu par l'ACFTS (2024) – a trait à l'inclusion des autres-qu'humains dans notre conscience collective et à l'élargissement des frontières du travail social afin d'analyser et d'agir concrètement sur les fondements relationnels des crises socioécologiques et de la biodiversité (Dennis et Bell, 2020; Ferdinand, 2019; Trisos et al., 2021).

À la lumière du Sommet des États généraux du travail social (INM, 2024), où les enjeux écologiques et climatiques ont été intégrés à la Déclaration d'engagement, et de la volonté grandissante du travail social de contribuer aux discussions décoloniales, écologiques et de TSE au Québec, nous nous situons à un moment charnière pour revitaliser la profession au regard des enjeux complexes qui relèvent des CC et du déclin de la biodiversité. Dans cette optique, ce numéro thématique veut alimenter les réflexions collectives quant aux orientations que doit prendre la profession afin de développer des compétences et pratiques à la hauteur des enjeux contemporains, y compris d'ordre socioécologique.

Contenu et structure du numéro

Ce numéro thématique, réfléchi à la suite des journées professionnelles de l'Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ) portant comme thématique « La justice climatique : de l'éveil à l'action » (2021), est le premier au Québec à traiter du travail écosocial. En offrant un espace pour rassembler des actrices-eurs du travail social de tous les niveaux professionnels (personnes étudiantes, chercheuses, intervenantes et professeures) qui s'intéressent aux questions et aux solutions socioécologiques, son objectif premier est de rehausser le corpus scientifique francophone en travail écosocial afin de répondre à un besoin criant : celui d'outiller les actrices-eurs du travail social afin qu'elles puissent développer un savoir-être, un savoir-penser, un savoir-dire et un savoir-faire écosocial. Ainsi, l'entrevue, les sept articles et les deux pistes de lecture qui composent ce numéro proposent un ensemble de fondements théoriques et pratiques visant à nourrir la perspective écosociale, chaque écrit apportant un éclairage différent sur les liens entre le travail social, les enjeux climatiques, la transition socioécologique et la justice écologique. Sur ce, nous vous invitons à ouvrir vos esprits, à vous décentrer et à vous projeter dans le monde émergent du travail écosocial pour en retirer les outils pédagogiques, d'intervention ou même philosophiques qui résonnent pour vous!

L'éthique au cœur de la transformation des valeurs du travail social

L'identité, les pratiques et les analyses des travailleuse.rs sociales.ux s'imbriquent et se construisent au travers du *Code d'éthique, valeurs et principes* qui est mis à leur disposition (Melchior, 2011). Il importe d'intégrer la dimension éthique dans la réflexion afin d'examiner comment engendrer de nouvelles dynamiques mobilisatrices et solidaires qui rendent compte du lien entre la vérité et la réconciliation et la protection de l'environnement. Cette relation sera ainsi abordée dans la première section du numéro à travers un entretien entre Emmanuelle Larocque et Rhonda Hallberg, chercheuse principale derrière le nouveau *Code d'éthique, de valeurs et de principes* de l'Association canadienne des travailleuses et travailleurs sociaux, publié en janvier 2024.

Enjeux et pistes d'action pour le travail écosocial

La seconde section de ce numéro comporte trois articles empiriques, les deux premiers éclairant des enjeux pratiques et pédagogiques selon les points de vue des personnes intervenantes, et l'autre offrant des pistes concrètes pour croiser les savoirs entre le travail social et l'éducation relative à l'environnement par le biais de l'éducation populaire.

Le texte de Sue-Ann MacDonald, Érick Rioux, Rosemary Carlton, Lena Dominelli et Emmanuelle Khoury permet de saisir les implications pratiques et méthodologiques de la « posture écocentrée ». Par l'analyse d'entretiens menés auprès d'intervenantes sociales, les autrices-eurs offrent des pistes importantes pour comprendre l'état actuel de la pratique du travail social et pour réfléchir aux avenues d'écologisation de la pratique.

Ensuite, les résultats d'une étude partenariale menée par Denis Bourque, Charlotte Goglio, Ariane Hamel, Geneviève Le Dorze-Cloutier et Lucie Morin montrent l'importance de l'intervention collective et des démarches en développement des communautés (DDCT) pour considérer les questions climatiques et s'investir dans la transition socioécologique. Ils rendent compte des stratégies déployées par les intervenantes collectives pour positionner la transition socioécologique dans les DDCT et mettent en exergue la place centrale de la prise de conscience des enjeux territoriaux, du travail collaboratif et de la mobilisation citoyenne pour faire avancer le dossier environnemental dans un contexte de DDCT.

L'article qui suit permet de croiser les savoirs entre le travail écosocial et l'éducation relative à l'environnement (ERE) et de faire valoir leur posture écocentrique commune. Par une étude de cas interprétative, Carine Villemagne et Mélanie Champoux décrivent l'apport de l'éducation populaire pour créer des espaces d'apprentissages liés aux changements climatiques et elles soulignent les difficultés de dépasser le sentiment d'impuissance et d'insuffler le pouvoir d'agir. Faisant preuve d'une grande transparence, cet article permet d'éclairer certains écueils à éviter en intervention et il préconise des pistes pour concevoir et mettre en œuvre une ERE émancipatrice et transformatrice.

7

Les voix étudiantes et des personnes concernées dans la co-construction du travail écosocial

Par l'entremise de deux récits de pratique et de deux articles de type débats et analyses critiques, la troisième section du numéro centralise d'abord les voix des personnes étudiantes de premier et de deuxième cycles, et aborde ensuite des réalités diverses de personnes sinistrées à la suite d'un événement météorologique extrême.

Sabrina Tremblay et Olivier Riffon partagent une expérience de pédagogie active afin de démontrer la pertinence d'intégrer les notions relatives à la transition socioécologique dans la formation des étudiantes de 1^{er} cycle en travail social. Bonifiée par des collaborations avec un professeur en éco-conseil et une initiative citoyenne liée à la TSE, cette expérience est détaillée de manière à offrir un outil pédagogique « clé en main » afin de permettre aux personnes étudiantes de développer des connaissances et compétences pour analyser et agir sur les enjeux et conséquences de la TSE.

Poursuivant ce même objectif de rehausser le pouvoir d'agir des personnes étudiantes et de repolitiser le travail social par l'action collective, Emmanuelle Larocque, Natalie Pinsonneault, Pierre-Olivier Soucy, Virginie Sauvagnat, Seline Erdiñç, Isabelle Matte et Pascale Kingsley présentent une activité pédagogique expérientielle réalisée dans le cadre d'un cours d'intégration aux expériences de stage. L'activité a mené à la création d'un document collectif où les personnes

étudiantes ont vocalisé leur indignation face au sentiment d'impuissance vécu lors des débuts de la crise sanitaire et partagé des pistes d'action pour renouveler la formation universitaire dans un contexte de crises socioécologiques.

Adoptant ce même ton revendicateur, un groupe d'étudiantes de deuxième cycle en travail social formé de Marie-Hélène Gauthier, Lyanne Levasseur Faucher, Mikayla Salmon-Beitel et Elsa Vadnais-Malo plaident pour une mise à jour des documents de l'OTSTCFQ afin de mieux outiller les travailleuses sociales face à ces enjeux.

Enfin, Typhaine Leclerc, Lily Lessard et Johanne Saint-Charles discutent des possibilités découlant de l'usage des approches narratives en recherche et en intervention pour favoriser le bien-être des personnes et communautés touchées par les événements météorologiques extrêmes (EME), tout en tenant compte des réalités multiples des personnes sinistrées.

Nous concluons ce numéro thématique par deux pistes de lectures. La première, recensée par Celina Basto, porte sur l'ouvrage de Dominique Grandgeorge *L'écologisation du travail social. Les établissements sociaux à l'épreuve du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité*. La seconde piste de lecture a été effectuée par Geneviève Le Dorze-Cloutier et présente *La Nature de l'injustice. Racisme et inégalités environnementales*, un ouvrage collectif dirigé par Sabaa Khan et Catherine Hallmich.

Ce numéro contient également une rubrique regroupant deux articles hors thématique. Nous retrouvons, en premier lieu, un article nommé « La construction de l'identité professionnelle en travail social : des rapports sociorelationnels et de la reconnaissance ». Prenant appui sur une dialectique de repères théoriques multidisciplinaires et une démarche autobiographique de petit groupe (DAPG), cet article montre que l'identité professionnelle en travail social est traversée par de multiples tensions, à plusieurs niveaux, notamment entre l'identité personnelle et l'identité professionnelle, entre sa propre histoire de vie et celle des destinataires de l'intervention, et, enfin, entre les organisations et les personnes qui y travaillent. En deuxième lieu, l'article intitulé « La persistance du pouvoir au-delà de la rupture : analyse des tactiques de contrôle post-séparation envers les femmes ayant un parcours d'itinérance » se penche sur différentes tactiques de contrôle déployées par des partenaires intimes en contexte post-séparation, lesquelles ont eu pour effet de détériorer les conditions de vie de ces femmes. Cet article offre différents repères afin de rendre visibles diverses stratégies coercitives et leurs effets sur les conditions de vie des femmes qui subissent des violences.

Bonne lecture!

RÉFÉRENCES

- Agundez-Rodriguez, A. et Sauvé, L. (2022). L'éducation relative au changement climatique : une lecture à la lumière du Pacte de Glasgow. *Éducation relative à l'environnement. Regards – Recherches – Réflexions*, 17(1). <https://doi.org/10.4000/ere.8421>
- Arnsperger, C. (2023). *L'existence écologique : critique existentielle de la croissance et anthropologie de l'après-croissance*. Seuil.
- Bellot, C., Bresson, M. et Jetté, C. (2013). *Le travail social et la nouvelle gestion publique*. PUQ.
- Besthorn, F. H. (2000). Toward a Deep-Ecological Social Work: It's Environmental, Spiritual and Political Dimensions. *The Spirituality and Social Work Forum*, 7(2), 2-7. <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780199975839.013.1166>
- Besthorn, F. H. (2013). Radical equalitarian ecological justice. Dans M. Gray, J. Coates et T. Hetherington (dir.), *Environmental social work* (1^e éd., p. 31-45). Routledge.

- Besthorn, F. H. (2015). Ecological Social Work: Shifting Paradigms in Environmental Practice. Dans J. D. Wright (dir.), *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences* (2^e éd., p. 871-877). Elsevier.
- Billiot, S., Beltrán, R., Brown, D., Mitchell, F. M. et Fernandez, A. (2019). Indigenous perspectives for strengthening social responses to global environmental changes: A response to the social work grand challenge on environmental change. *Journal of Community Practice*, 27(3-4), 296-316, <https://doi.org/10.1080/10705422.2019.1658677>
- Bischoff, O. (2023). Vers une écologie en première personne : l'écoformation pour révéler nos relations vitales avec le monde. *Éducation relative à l'environnement. Regards – Recherches – Réflexions*, 18(1), 1-20. <https://doi.org/10.4000/ere.10218>
- Boetto, H. (2017). A Transformative Eco-Social Model: Challenging Modernist Assumptions in Social Work. *The British Journal of Social Work*, 47(1), 48-67. <https://doi.org/10.1093/bjsw/bcw149>
- Boetto, H. (2019). Advancing Transformative Eco-Social Change: Shifting from Modernist to Holistic Foundations. *Australian Social Work*, 72(2), 139-151. <https://doi.org/10.1080/0312407X.2018.1484501>
- Bourque, D. (2012). Intervention communautaire et développement des communautés. *Reflets*, 18(1), 40-60. <https://doi.org/10.7202/1012331ar>
- Callicott, J. B. (2013). *Thinking Like a Planet. The Land Ethic and the Earth Ethic*. Oxford University Press.
- Champoux, M. et Agundez-Rodriguez, A. (2022). Des épistémologies des Suds pour penser une éducation relative aux changements climatiques à portée transformative. *Éducation relative à l'environnement. Regards – Recherches – Réflexions*, 17(1). <https://doi.org/10.4000/ere.8520>
- Chapman, C. et Withers, A. J. (2019). *Violent history of benevolence: Interlocking oppression in the moral economies of social working*. University of Toronto Press.
- Coates, J. et Gray, M. (2018). Domestication or Transformation: Transitioning to the Ecosocial. *Canadian Social Work*, 20(1), 50.
- Coates, J. et Gray, M. (2019) How green is social work? Towards an ecocentric turn in social work. Dans M. Payne et E. Reith-Hall (dir.), *The Routledge Handbook of Social Work Theory* (p. 171-180). Routledge.
- Courtemanche, A., Bourque, D., Racine, S., Parent, A.-A. et Morin, L. (2022). Développement des communautés et transition sociécologique au Québec. *Revue Organisations & territoires*, 31(2), 73-84. <https://doi.org/10.1522/revueot.v31n2.1481>
- Courcy, I., St-Charles, J. et Lefrançois, M. (2024). *Synthèse des connaissances sur la notion renouvelée de charge mentale : constats et invisibilités sur la santé et le bien-être des femmes*. Rapport de recherche – Programme Actions Concertées. <https://frq.gouv.qc.ca/histoire-et-rapport/synthese-des-connaissances-sur-la-notion-renouvelee-de-charge-mentale-constats-et-invisibilites-sur-la-sante-et-le-bien-etre-des-femmes/>
- Deegan, M.-J. (1988). *Jane Addams and the Men of the Chicago School, 1892-1918*. Routledge.
- Dennis, M. K. et Bell, F. M. (2020). Indigenous women, water protectors, and reciprocal responsibilities. *Social Work*, 65(4), 378-386. <https://doi.org/10.1093/sw/swaa033>
- Deléage, J. (2004). Écologistes et alternatifs. *Écologie & politique*, 28, 161-174. <https://doi.org/10.3917/ecopo.028.0161>
- De Pryck, K. (2023). Urgence climatique et climat d'urgence. *Questions de communication*, 42, 279-290. <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.30055>
- Dominelli, L. (2012) *Green social work: From environmental crises to environmental justice*. Polity.
- Dufour, F. (2007). Dire « le Sud » : quand l'autre catégorise le monde. *Autrepart*, 41, 27-39. <https://doi.org/10.3917/autr.041.0027>
- Dzialo, L. (2017). The feminization of environmental responsibility: a quantitative, cross national analysis. *Environmental Sociology*, 3(4), 427-437, <https://doi.org/10.1080/23251042.2017.1327924>
- Ellington, L. (2020). Travail social et guérison autochtone. Une analyse sociohistorique et des pistes pour son intégration au sein des pratiques sociales. *Nouvelles pratiques sociales*, 31(2), 338-355. <https://doi.org/10.7202/1076659ar>
- Erickson, L. (2018). *Environmental Justice and Social Work Practice*. Oxford University Press.
- Fédération internationale des travailleurs sociaux (FITS) (2022). Le rôle des travailleurs sociaux dans l'avancement d'un nouveau monde écosocial. <https://www.ifsw.org/the-role-of-socialworkers-in-advancing-a-new-eco-social-world/>
- Ferdinand, M. (2019). *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Seuil.

- Fox, S., Qillaq, E., Angutikjuak, I., Tigullaraq, D. J., Kautuk, R., Huntington, H., Liston G. E. et Elder, K. (2020). Connecting understandings of weather and climate: stepstowards co-production of knowledge and collaborative environmental management in inuit nunangat. *Arctic Science*, 267-278. <https://doi.org/10.1139/as-2019-0010>
- Gaillard, J. C., Walters, V., Rickerby, M. et Y. Shi (2019). Persistent precarity and the disaster of everyday life: Homeless people's experiences of natural and other hazards. *International Journal of Disaster Risk Science*, 10(3), 332-342. <https://doi.org/10.1007/s13753-019-00228-y>
- Gagnon-Bouchard, L. (2021). L'intégration de la vulnérabilité dans les orientations politiques 2013-2020 du Québec en matière de changements climatiques [mémoire de maîtrise, UQAM]. <https://archipel.uqam.ca/15790/>
- Gerentes, A. I., Pellerin St-Amand, G. et Laverdière-Pilon, G. (2023, février). *Créer les liens entre le travail social et l'éducation relative à l'environnement*. Conférences Midi-étudiants. Université du Québec à Montréal. <https://centrere.uqam.ca/midis-etudiants/midi-etudiant-avec-anais-isabelle-gerentes-gabrielle-laverdiere-pilon-et-genevieve-pellerin-st-amand-9-fevrier-2023/>
- Grandgeorge, D. (2022). *L'écologisation du travail social : les établissements sociaux à l'épreuve du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité*. Éditions ies.
- Gray, M., Coates, J. et Hetherington, T. (2013). *Environmental social work* (1^e éd). Routledge.
- Gray, M., Coates, M., Yellow Bird, M. et Hetherington, T. (2016). *Decolonizing social work*. Routledge.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2022). *IPCC Sixth Assessment Report, Mitigation of Climate Change*. https://report.ipcc.ch/ar6/wg3/IPCC_AR6_WGIII_Full_Report.pdf
- Guien, J., Hajek, I. et Ollitrault, S. (2020). Femmes et lutte contre le gaspillage : un espace d'émancipation ou d'aliénation genrée? *Écologie & politique*, 60, 105-119. <https://doi.org/10.3917/ecopo1.060.0105>
- Guivarch, C. et Taconet, N. (2020). Inégalités mondiales et changement climatique. *Revue de l'OFCE*, 165, 35-70. <https://doi.org/10.3917/reof.165.0035>
- Hamel, A. et St-Amour, N. (2022). Conséquences des désastres sur les enfants et les adolescent-e-s et implications pour le travail social : recension des écrits et pistes d'intervention. *Service social*, 68(2), 1-14. <https://doi.org/10.7202/1101453ar>
- Hale, M. R. (2019). Fountains for environmental justice: public water, homelessness, and migration in the face of global environmental change. *Environmental Justice*, 12(2), 33-40. <https://doi.org/10.1089/env.2018.0031>
- Hickman, C., Marks, E., Pihkala, P., Clayton, S., Lewandowski, R. E., Mayall, E. E., Wray, B., Mellor, C. et Van Susteren, L. (2021). Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey. *Lancet Planetary Health*, 5(12), e863-e873.
- Hirt, I. et Desbiens, C. (2017). L'aménagement du territoire et la question de la différence culturelle au Canada. De l'invisibilité à la visibilisation des peuples autochtones. *Annales de géographie*, 718, 704-727. <https://doi.org/10.3917/ag.718.0704>
- Hope, J. (2022). *Perspectives écocritiques et biosémiotiques de l'autre-qu'humain dans le Québec contemporain. Projet de recherche*. Centre de recherche sur le texte et l'imaginaire. <http://figura.uqam.ca/projet-derecherche/perspectives-ecocritiques-et-biosemiotiques-delautre-quhumain-dans-le-quebec>
- Huntjens, P. (2021). *Towards a natural social contract. Transformative social ecological innovation for a sustainable, healthy and just society*. Springer.
- Islam, N. et J. Winkel (2017). Climate Change and Social Inequality. *UN Department of Economic and Social Affairs (DESA) Working Papers*, 152, ONU. <https://doi.org/10.18356/2c62335d-en>.
- Kidd, S. A., Greco, S. et McKenzie, K. (2021). Global climate implications for homelessness: a scoping review. *Journal of Urban Health*, 98(3), 385-393. <https://doi.org/10.1007/s11524-020-00483-1>
- Krein, H. (2020). *Typologies of "Just Transitions": Towards Social-Ecological Transformation*. Ecological Economic Paper 35, WU Vienna University of Economics and Business.
- Larocque, E. (2023a). *Pour un travail social centré sur le vivant : contributions à l'élargissement du concept de transition sociale-écologique et au co-développement des rapports incarnés, résonants et réciproques à la Nature-territoire* [thèse de doctorat, Université d'Ottawa]. <http://dx.doi.org/10.20381/ruor-29387>
- Larocque, E. (2023b). Co-envisioning the social-ecological transition through youth eco-activists' narratives: toward a relational approach to ecological justice. *Journal of Community Practice*, 31(2), 127-151. <https://doi.org/10.1080/10705422.2023.2208577>

- Larocque, E. (à paraître). « La forêt, c'est un cadeau » : développer la réciprocité socio-écologique en travail écosocial par le biais de l'intervention par la nature et l'aventure (INA). *Reflets : Revue d'intervention sociale et communautaire*, 29(1).
- Lee, E. O. J., Macdonald, S. A., Caron, R. et Fontaine, A. (2017). Promouvoir une perspective anti-oppressive dans la formation en travail social. *Intervention*, 145, 7-19.
- Loloum, T., Repetti, M., et Santos, A. (2022). L'« environnementalisation » du travail social : enjeux pour la formation et la pratique face à la crise climatique. *Revue suisse de travail social*, (29), 16-35. <https://doi.org/10.33058/szsa.2022.1136>
- Louv, R. (2008). *Last child in the woods: Saving our children from nature deficit disorder*. Algonquin Books.
- Lytzen, A. et Kineweskwêw, C. R. (2024). Eco-social work and the healing and transformative powers of Nature: Towards an eco-centric practice. Dans J. Garcia Ruales, K. Hovden, H. Kopnina, C. D. Robertson et H. Schoukens (dir.), *Rights of Nature in Europe* (p. 341-361). Routledge.
- Lysack, M. (2010) Environmental Decline, Loss and Biophilia: Fostering Commitment in Environmental Citizenship. *Critical Social Work*, 11(3), 48-66.
- MacDonald, S.-A., Jochems, S., Larocque, E., Gérantes, A., Paris, M., Laverdière-Pilon, G. et Rioux, E. (2023, 9 mai). *Penser, être, intervenir et former le travail écosocial : bâtir ensemble des projets porteurs de transition sociale-écologique* [conférence]. ACFAS, Montréal. <https://www.acfas.ca/evenements/congres/programme/90/400/430/c>
- MacDonald, S.-A. et Rioux, E. (2023). *Projet de recherche « Verdir » le travail social au Québec : exploration des croisements entre l'écologie et la pratique, la théorie et la formation du travail social* [ensemble de données inédites]. Université de Montréal.
- MacDonald, S.-A., Rioux, E., Roy, M., Khoury, E., St-Amour, N. et Larocque, E. (2023). *Contribution pour les États généraux du travail social 2023*. https://inm.qc.ca/sites/inm.qc.ca/wp-content/uploads/2023/10/15-Contribution_MacDonald_et_al_UdeM_UQAM_UQO_2023.pdf
- Meadows, D., Dennis Meadows, D., Jørgen Randers, J. et Behrens, W. W. (1972). *The Limits to Growth*. Universe Books.
- Melchior, J.-P. (2011). De l'éthique professionnelle des travailleurs sociaux. *Informations sociales*, (5), 123-130. <https://doi.org/10.3917/inso.167.0123>
- Moreau, N., Gargano, V. et Bergeron-Leclerc, C. (2023). Présentation. *Intervention*, 157, 1-5. <https://doi.org/10.7202/1105586ar>
- Munoz, S. M. (2021). Environmental mobility in a polarized world: questioning the pertinence of the “climate refugee” label for Pacific Islanders. *Journal of international migration and integration*, 22(4), 1271-1284. <https://doi.org/10.1007/s12134-020-00799-6>
- Naess, A. (1989). *Ecology, Community and Lifestyle: Outline of an Ecosophy*. Cambridge University Press.
- Newell, P., Srivastava, S., Naess, L. O., Contreras, G.A.T. et Price, R. (2021). Towards transformative climate justice: An emerging research agenda. *WIREs Climate Change*, e733. <https://doi.org/10.1002/wcc.733>
- Norton, C. L. (2012). Social Work and the Environment: An Ecosocial Approach. *International Journal of Social Welfare*, 21(3), 299-308. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2397.2011.00853.x>
- Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ) (2021, novembre). *Journées professionnelles – Justice climatique : de l'éveil à l'action*. <https://www.otstcfq.org/l-ordre/evenements-et-campagnes/justice-climatique-de-l-eveil-a-l-action/>
- Parent, A.-A. et Martorell, H. (2019). Pour revoir l'action des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux dans le domaine de la sécurité alimentaire. *Canadian Social Work Review*, 36(2), 49-70. <https://doi.org/10.7202/1068548ar>
- Parsell, C. (2011). Responding to people sleeping rough: dilemmas and opportunities for social work. *Australian Social Work*, 64(3), 330-345. <https://doi.org/10.1080/0312407X.2010.538705>
- Quidu, M. (2011). *Les STAPS face à la pluralité épistémique* [thèse de doctorat, Université de Nancy II]. <https://www.theses.fr/2011NAN21029>
- Rambaree, K., Powers, M. C. et Smith, R. J. (2019). Ecosocial work and social change in community practice. *Journal of Community Practice*, 27(3-4), 205-212. <https://doi.org/10.1080/10705422.2019.1660516>
- Rambaree, K., Powers, M. C. et Smith, R. J. (dir.) (2023). *Ecosocial Work in Community Practice: Embracing Ecosocial Worldviews and Promoting Sustainability*. Taylor & Francis.
- Renouard, C., Beau, R., Goupil, C. et Koenig, C. (2020). *Le grand manuel de la transition : former pour transformer*. Éditions Les liens qui libèrent.

- Rivest, M.-P. et Moreau, N. (2015). Between emancipatory practice and disciplinary interventions: Empowerment and contemporary social normativity. *The British Journal of Social Work*, 45(6), 1855-1870. <https://doi.org/10.1093/bjsw/bcu017>
- Roy, M. (2021). *Parler d'épidémies. La normativité discursive de l'altérisation dans les récits de la tuberculose, d'H1N1, d'Ebola et du Zika* [thèse de doctorat, Université d'Ottawa]. <https://ruor.uottawa.ca/handle/10393/42996>
- Roy, M. (à paraître). What is our added value? A Systematic analysis of epidemic narratives in social work literature. *Social Work Research*.
- Rosa, H. (2018). *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, traduit de l'allemand par Sasha Ziberfab. Éditions La Découverte.
- Schibli, K. (2020). CASW. Climate change and social work: 2020 Position Statement. *Canadian Association of Social Workers*. https://www.caswacts.ca/files/documents/SW_and_Climate_Change_Final_PDF.pdf
- Schusler, T., Krings, A. et Hernandez, M. (2019). Integrating youth participation in ecosocial work: New possibilities to advance environmental and social justice. *Journal of Community Practice*, 27(3-4), 460-475. <https://doi.org/10.1080/10705422.2019.1657537>
- Sinclair, R. (2004). Aboriginal social work education in Canada: Decolonizing pedagogy for the seventh generation. *First Peoples Child & Family Review*, 1(1), 49-61.
- Slimani, M., Barthes, A. et Lange, J. M. (2020). Les questions environnementales au miroir de l'évènement Anthropocène : tendance politique et hétérotopie éducative. *Le Télémaque*, 75-88. <https://doi.org/10.3917/tele.058.0075>
- Smith-Carrier, T. et MacArthur, J. (2023). The state of eco-social work training in Canada: Transformative praxis for climate constrained futures. *International Social Work*, 0(0). <https://doi.org/10.1177/00208728231196366>
- Social Work Education and Social Development (SWSD) (2024, mars). *Conférence mondiale conjointe Respecter la diversité par une action sociale commune*. <https://swsd2024.org.pa/>
- Stamm, I., Ranta-Tyrkkö, S., Matthies, A. L. et Närhi, K. (2023). The ecosocial paradigm in social work: striving for planetary well-being. Dans M. Elo, J. Hytonen, S. Karkulehto, T. Kortetmäki, J. S. Kotiaho, M. Puurtinen et M. Salo (dir.), *Interdisciplinary Perspectives on Planetary Well-Being* (p. 177-188). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003334002>
- St-Amand, N. (2011). *Repenser le service social?* Merriam Print.
- Thésée, G. (2022). Reconnaître le racisme environnemental. *Relations*, (816), 47-49. <https://id.erudit.org/iderudit/97876ac>
- Thomashow, M. (1995). *Ecological identity: Becoming a reflective environmentalist*. MIT Press.
- Thysell, M. et Cuadra, C. B. (2023). Imagining the ecosocial within social work. *International Journal of Social Welfare*, 32(4), 455-472. <https://doi.org/10.1111/ijsw.12571>
- Tremblay, P. A., Bérard, S., Bussièrès, D., Caillouette, J., Doyon, M., Dufresne, C., ... et Klein, J. L. (2022). Les Ateliers des savoirs partagés : connectivité et développement en milieu rural / Shared Knowledges Workshops: Connectivity and Rural Development. *Journal of Rural and Community Development*, 17(2).
- Trisos, C. H., Auerbach, J. et Katti, M. (2021). Decoloniality and anti-oppressive practices for a more ethical ecology. *Nature, Ecology and Evolution*, 5, 1205-1212. <https://doi.org/10.1038/s41559-021-01460-w>
- Vaillancourt, Y. (2017). *Marges de manœuvre des acteurs locaux de développement social en contexte d'austérité*. Copublication CRCOC, CRISES et ARIMA, *Cahier de la CRCOC*, 17-01, Gatineau, 81 pages. http://w4.uqo.ca/crcoc/Fichiers/cahiers/1701_Marges_de_man%C5%93uvre.pdf
- Waldron, I. (2020). *Le racisme environnemental au Canada*. IdéesLab de la Commission canadienne pour l'UNESCO. Ottawa.